

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 06/05/2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Madame la présidente de la SAS SEDNA France
222 avenue de l'Argensol
84 100 ORANGE

RAR N° 2C 182 939 7441 0

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 71 097 727 3 – EHPAD SAINT-ANTOINE - AUTUN

**PJ : - Tableau des mesures définitives
- Tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 21 août 2023, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions et recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 11 septembre 2023, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 21 août 2023, je vous notifie les mesures

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr



définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale de Saône-et-Loire : [REDACTED]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes. Il sera à adresser (en format Excel) à la chargée de mission ARS susmentionnée, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Jean-Jacques COIPLÉ

Copies à :

Madame la directrice par intérim
EHPAD SAINT-ANTOINE
17 R SAINT ANTOINE
71 400 AUTUN

Monsieur le président
Conseil départemental de Saône-et-Loire
Hôtel du département
Rue de Lingendes
71023 MÂCON CEDEX 9

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 18/04/2024		Nom établissement : EHPAD SAINT-ANTOINE	
Affaire suivie par : [REDACTED]		Adresse : 17 R ST ANTOINE	
		Code postal : 71400	
		Commune : AUTUN	

Prescriptions					
Nb	2	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir
1		Rechercher et disposer d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur afin [REDACTED] et dans [REDACTED] patients, proposer une solution alternative permettant de pallier ce déficit de temps.	Article D312-156 du CASP	6 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Avenant au contrat de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention proposées
					É3
2		Inciter et s'assurer de l'engagement du médecin coordonnateur dans une démarche visant à acquiescer l'une des qualifications exigée par la réglementation.	Article D312-157 du CASP	6 mois	Preuve de l'inscription ou qualification requise
					É4
3		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et adaptées aux besoins du résident par des équipes pluridisciplinaires qualifiées ; En assurant un suivi de la machine organisationnelle pour disposer des personnels qualifiés prévus à l'ETP cible.	Articles L311-3 du CASP Article L312-11 al 4 du CASP Article D312-155-0 et du CASP	6 mois	Plan d'actions faisant apparaître les différents besoins, les délais et les réglementations pour attirer et fidéliser le personnel qualifié manquant
					É2 É3

Levée O/H/ Avalancée	Date de la levée	Observations
R		La mission prend bonne note de la réorganisation de la structure concernant le médecin coordonnateur en poste actuellement sur la résidence Saint Antoine, [REDACTED] La structure précise que le médecin occupe un temps de médecin coordonnateur [REDACTED] un autre EHPAD [REDACTED] ce qui lui laisse la possibilité d'être disponible selon les besoins et la mutualisation de ses missions. [REDACTED] En l'attente de solutions concrètes et formalisées pour proposer une désignation transitoire alternative, la prescription n° 1 est maintenue et notifiée.
Avalancée		La mission prend acte des prescriptions apportées par la structure concernant la qualification du médecin coordonnateur, étant précisé que ce dernier a suivi un DU gériatrie. La structure a transmis les attestations concernant les 6 modules du DU : - Gérer la polymédication et prévenir la surmédication chez la personne âgée - 10/2018 - Conscience et pratique l'innovation gériatrique et gériatrique - 02/2018 - Information médicale de la personne âgée - 02/2018 - Régime de la fragilité de la personne âgée - 02/2021 - Soigner à domicile la personne en fin de vie - 10/2015 L'absence de situation de la personne âgée - 02/2020 Et également, elle précise que dans la continuité du DU gériatrie, le médecin a également réalisé un mémoire en 2022 (étude nutritionnelle comparative). La prescription n° 2 n'est pas notifiée.
R		La mission prend bonne note de la réponse du gendarme apportant quelques précisions : - Le fait que l'équipe ne peut actuellement, être d'être chargée avec les mesures collaboratives sur leur intégration dans l'équipe et le respect de l'absence du CDO - L'absence d'accompagnement des collaborateurs dans la réduction de leur temps de travail pour la demande d'une VAE - Mise en relation avec les JRS pour accueillir des futurs stagiaires et assurer l'accompagnement en stage - Désignation d'une personne chargée de la mission pour accompagner les nouveaux collaborateurs Toutefois, ces notes insuffisent pour acter de la mise en place d'un véritable plan d'actions permettant d'attirer et de fidéliser le personnel qualifié manquant prévu à l'ETP cible, soit : [REDACTED] En l'attente, la prescription n° 3 est maintenue et notifiée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 18/04/2024

18/04/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD SAINT-ANTOINE

Adresse : 17 R ST ANTOINE

Code postal : 71400

Commune : AUTUN

Recommandations			
Nb	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport I/R
1	Définir et mettre en oeuvre des leviers pour stabiliser la fonction de direction.	RSP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1
			La mission prend bonne note de la réponse de la structure qui indique que le secteur est actuellement complexe sur le recrutement liée notamment à la situation géographique de l'établissement. Cependant SEDNA France a mis en place un manager de transition en appui avec le Directeur de Régions. Une annonce de recrutement est effective, ainsi qu'un accompagnement par un cabinet de recrutement. Elle précise également que lors de la prise de poste d'un nouveau directeur, il est suivi quotidiennement par le Directeur de Régions et intègre un cursus d'intégration de quelques jours avec des collègues et les fonctions supports. La recommandation n° 1 est abandonnée.
2	[REDACTED]	RSP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	R2
			La mission prend acte de la transmission des documents justifiant du suivi d'un DU par l'infirmière référente. La convention "DU infirmier référent et coordinateur d'EHPAD" est communiquée à la mission. [REDACTED]